

Questions orales

canadiens de même que l'importance de ces producteurs pour le tissu social du Canada, dont ils sont un élément essentiel partout dans notre pays, en Ontario, au Québec et ailleurs.

• (1440)

Nous avons été très fermes sur ce point. Je l'ai moi-même rappelé à maintes reprises et j'ai hâte de rencontrer les producteurs. J'ai hâte aussi de rencontrer les chefs d'État des autres pays du monde et de l'Europe pour leur rappeler l'importance vitale que revêt cet article pour les producteurs ainsi que l'importance que ceux-ci représentent pour notre pays.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser.

Depuis que le rapport Dunkel a été publié, les producteurs canadiens de produits laitiers et de volaille craignent terriblement la ruine de leur secteur industriel, qui compte une centaine de milliers d'emplois ou presque.

Le premier ministre serait-il disposé à s'entretenir à nouveau, d'ici à la fin du mois, avec le président Bush et le président Delors afin de solliciter leur appui pour que ce secteur industriel vital qui emploie près de 100 000 personnes soit sauvé et que les fermes laitières et productrices de volaille du Canada survivent aussi? Le premier ministre est-il disposé à faire cela?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je me ferai un plaisir de m'entretenir avec qui il faut et d'aller où il faut pour faire progresser la cause de ces producteurs agricoles.

Samedi, je me suis entretenu de cela et d'autres choses avec le président Bush. J'ai sans cesse des rencontres et des conversations sur le suivi des initiatives que prend le ministre d'État chargé de l'Agriculture.

Je compte m'entretenir bientôt avec des producteurs agricoles de la région, après quoi suivront sans doute d'autres rencontres visant à faire progresser ce dossier aux négociations internationales du GATT.

Je me suis entretenu avec tout le monde, depuis Art Dunkel jusqu'au président Bush, en passant par le président Mitterrand et le président de la Commission européenne. Nous avons eu un entretien de plus de trois heures précisément à ce sujet avec Jacques Delors. Nous en avons profité pour exposer en long et en large l'importance de cette affaire non seulement pour le Canada, mais pour chacun des producteurs. Nous reviendrons encore à la charge.

L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Le ministre n'est pas sans savoir que la Conférence d'Ottawa sur les femmes dans les métiers, les technologies et l'exploitation industrielle se termine aujourd'hui. Le groupe en question a proposé de créer une banque de données nationale permettant aux femmes occupant des emplois non traditionnels d'être en rapport avec les employeurs, mais le ministre n'a toujours pas donné suite à cette proposition après plus d'un an maintenant.

Le ministre va-t-il accepter de rencontrer les représentantes de cet organisme aujourd'hui pour leur expliquer pourquoi son gouvernement ne tient pas son engagement?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, avant d'entrer à la Chambre aujourd'hui, j'ai reçu les instances de la coordinatrice nationale du groupe.

Comme le député le sait, nous examinons la demande de fonds présentée par cet organisme. Aucune décision n'a été prise jusqu'à maintenant, mais je devrais être en mesure de le faire sous peu.

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

Si le ministre attache vraiment de l'importance à l'équité en matière d'emploi relativement aux femmes, et si son gouvernement entend vraiment redonner de l'emploi à une partie des 1,5 million de chômeurs canadiens, peut-il nous expliquer pourquoi il n'a pas encore donné suite à cette proposition fort utile qui lui a été soumise il y a plus d'un an?

Si l'équité en matière d'emploi lui tient à coeur, va-t-il rencontrer les représentantes de cet organisme aujourd'hui et tenir sa promesse de financer ce projet fort utile?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, selon moi, le député doit reconnaître qu'il y a, à l'heure actuelle, 900 000 femmes de plus qu'en septembre 1984 qui occupent un emploi. C'est là toute une réalisation.

Le député parle d'un cas en particulier, d'un groupe qui cherche à obtenir des fonds. J'ai signalé que nous examinons la demande en question et je devrais être en mesure de prendre une décision sous peu.